l'Anticapitaliste

n°821 | 5 novembre 2026 | 2 €

l'hebdo du **NPA** ~ **L'ANTICAPITALISTE**



ZOOM

Budgets. Des milliards pour les actionnaires, quelques euros pour les salariéEs !

Page 3

ARGUMENTS

Négrophobie & islamophobie. L'offensive raciste ne cesse de s'intensifier

Page 5

LUTTER

Jeunesse en lutte. Une rentrée on fire !

Page 6

CHAMP LIBRE

État espagnol. Entretien avec Anticapitalistas sur la grève générale du 11 novembre

Page 8

Édito

De Philippe au RN, la diagonale du racisme

Par **ÉDOUARD SOULIER**
#notalledouard

Après Trappes, la contrition n'aura été que de courte durée… Pourtant, tous les partis y sont allés de leur refrain sur « l'abject racisme ». Mais nos morts sont vite oubliés, malgré les minutes de silence hypocrites.
Même pas dix jours après, au JT de TF1 dimanche, Édouard Philippe a déclaré, en évoquant les révoltéEs du 17 octobre : *« Dans les images que nous avons vues, des pillages, il y avait un certain nombre, un nombre important, de jeunes Français — je les considère comme Français — issus de l'immigration. Ce qui est un sujet qu'il faut regarder les yeux dans les yeux. »*
Il ne faisait que confirmer ce qu'il avait dit deux jours plus tôt : *« L'échec de l'intégration dans notre pays depuis plusieurs décennies est incontestable. »* Il a été relayé par sa garde rapprochée, comme Nathalie Loiseau, qui a figuré en 1984 sur une liste étudiante d'extrême droite liée au GUD, et surtout Maud Bregeon, porte-parole du gouvernement, qui a déclaré : *« Je crois qu'Édouard Philippe a dit tout haut ce que beaucoup de Français pensent tout bas, à savoir qu'on a un problème d'intégration qui est réel en France. »*
Pourtant, ce même Philippe nous expliquait, le soir de l'attentat négrophobe et islamophobe à Trappes, que « le racisme a tué ». Il dénonce sans honte un racisme qu'il contribue lui-même à alimenter. Et nous prend pour des endives cuites.
Édouard Philippe illustre, parmi bien d'autres, la manière dont la droite et le centre reprennent les discours du RN pour exister politiquement dans un espace que ce parti comprime sur leur droite.
Présent depuis plusieurs décennies, le RN a contribué à la polarisation raciste, avec le concours d'une « presse » raciste dont CNews est l'un des principaux vecteurs. La pétition pour sa fermeture témoigne d'une prise de conscience de l'impact mortel des immondices que cette chaîne déverse chaque jour.
Il y a un combat antiraciste à mener contre les Philippe, Attal et Retailleau. Contre l'existence du RN et de CNews. Tout simplement pour ne pas être en danger de mort.

À la Une

EN LUTTE

Lecornu, démission !

Ni la répression ni la surenchère raciste ne parviennent à étouffer la révolte sociale. Le 5 novembre doit ouvrir une nouvelle étape pour généraliser la grève, renforcer l'auto-organisation, imposer les exigences populaires et pour cela faire tomber le gouvernement Lecornu, totalement illégitime.

À la mobilisation historique de ces dernières semaines, le gouvernement ne répond que par des miettes, par le racisme et par une répression de plus en plus autoritaire.

Face à la répression…

Avec les interdictions de manifester, les centres-villes bouclés, les couvre-feux, les lycées fermés et les assignations à résidence via les mesures antiterroristes, le pouvoir tente en vain de mater la lutte. Les gardes à vue, les comparutions immédiates et les peines de prison visent à isoler les manifestantEs et à décourager la solidarité. En vain. Gaz, grenades et matraques frappent sans retenue, y compris les mineurEs, avec des centaines de blesséEs, des mains arrachées et des yeux crevés. Christophe, 59 ans, est mort le 17 octobre après une exposition aux lacrymogènes ; sa famille a porté plainte pour que les circonstances de son décès soient établies. Nous exigeons la vérité, la justice et l'amnistie pour les répriméEs du mouvement. (Lire notre article sur la répression page 3)

au racisme…

Pour disqualifier ce soulèvement populaire, extrême droite, droite et gouvernement en donnent une lecture complotiste et raciste, désignant les non-blancHEs et les musulmanEs comme des ennemiEs. Ils cherchent à diviser les classes populaires pour protéger les possédants.
La tuerie raciste du 23 octobre à Trappes et à La Verrière, qui a tué Pengo Bossio Wangi et blessé sept personnes, ne les a pas arrêtés. Les violences et intimidations se poursuivent : menaces contre la mosquée de Lodève, courrier raciste au maire de Trappes, Ali Rabeh, tags et rassemblement d'extrême droite pour la *« remigration »* à Paris. Cette surenchère nourrit les passages à l'acte. L'antiracisme doit être au cœur de la mobilisation, avec la solidarité et la protection collective des personnes menacées. (Lire notre dossier sur le racisme page 5)



et aux miettes…

Sous la pression, le gouvernement a dû concéder à la jeunesse 15 000 places dans le supérieur, 1 420 postes dans le secondaire et une refonte de Parcoursup pour 2028. Mais changer la plateforme sans garantir à chaque bachelierE une place dans la formation de son choix maintient le tri social. Les quatre milliards annoncés pour rénover les lycées sont des prêts, quand il faudrait des dotations à la hauteur des besoins. (Lire page 6 l'article sur la reprise de la mobilisation de la jeunesse.)
Même logique sur la vie chère : le gouvernement envisage d'avancer au 1er décembre la hausse automatique du Smic, peut-être avec quelques euros supplémentaires. Rien n'est décidé, et avancer une revalorisation ne remplace pas une augmentation générale des salaires, des pensions et des minima sociaux. Des miettes ne suffiront pas : on n'est pas des pigeons ! (Lire notre article sur les débats budgétaires page 3)

… généralisons la grève et l'auto-organisation !

Pour empêcher le pourrissement voulu par le pouvoir, nous devons généraliser la grève et l'auto-organisation. Le 5 novembre doit servir à étendre la mobilisation dans les entreprises et les services publics, à préparer sa reconduction et sa jonction avec les lycées, les facs et les quartiers populaires. Les AG et les coordinations doivent permettre de décider ensemble des revendications et des suites. Universités alternatives, cours de lycée autogérés, cantines, caisses de grève, solidarité juridique, street medics, services d'ordre et autodéfense collective donnent les moyens de tenir et d'expérimenter ensemble d'autres manières de s'organiser. Construisons et fédérons des assemblées de front populaire antifasciste qui élaborent des plateformes d'exigences et s'organisent pour qu'elles soient respectées.

Dégageons Lecornu !

Les exigences de la révolte sont légitimes et urgentes : elles expriment le refus de la misère et des inégalités, du racisme et de la fascisation. Il n'y a rien à attendre de Lecornu, Nuñez, Darmanin et compagnie, au service des possédants.
Ils sont illégitimes. Faisons exploser en vol le macronisme sans attendre 2027 !
Pour obtenir satisfaction, dégageons le gouvernement Lecornu et imposons, par notre mobilisation, la satisfaction des exigences populaires.

Martin Hache
et Olivier Lek Lafferrière

Bien dit

« Un coup de pouce d'une poignée d'euros ne calmera rien du tout »

Thomas Vacheron, secrétaire confédéral de la CGT, réagit au possible coup de pouce au Smic annoncé par le gouvernement pour le 1er décembre, en réponse à la mobilisation du 5 novembre et à la révolte contre la vie chère. Il a raison : même les syndicats les plus réformistes chiffrent l'augmentation nécessaire en centaines d'euros par mois. Et la seule hausse du Smic ne suffira pas à régler les problèmes de niveau de vie. Le gouvernement n'éteindra pas la révolte sociale avec des miettes.

Acturama









31 OCTOBRE **UNE MOBILISATION MONSTRE POUR HALLOWEEN**

Le troisième samedi de la révolte populaire tombait le 31 octobre, jour d'Halloween. Les déguisements et la fête avaient déjà leur place dans cette lutte débordante d'inventivité. Il n'en fallait pas plus pour que les symboles d'Halloween s'invitent dans les slogans et les tenues. Et encore un demi-million dans les rues malgré la répression. Une mobilisation monstre face à un gouvernement fantomatique.

Photos Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

ÉTAT POLICIER

«La répression, elle n'existe pas»

À en croire donc le ministre de l'Intérieur Laurent Nuñez, la répression n'existe pas. Pourtant, on ne peut que constater que, depuis 2016 et les mobilisations contre la loi travail, les pouvoirs en place répriment de plus en plus fortement les mouvements sociaux. Dans la rue avec un «maintien de l'ordre» de plus en plus violent et aussi sur le terrain administratif et judiciaire.

La répression du mouvement en cours, initié par les lycéenNEs, constitue de ce point de vue un pas en avant qui est d'autant plus inquiétante que débute une campagne électorale marquée par la possibilité, qui n'a jamais été aussi forte, de voir l'extrême droite arriver au pouvoir.
Les pratiques répressives, testées depuis longtemps dans les quartiers populaires, se sont progressivement étendues des luttes antiracistes et contre les violences policières aux mouvements de solidarité avec la Palestine et aux mouvements sociaux.

La violence policière comme seule réponse

Incapable de donner une réponse politique aux revendications de la jeunesse scolarisée, le gouvernement a laissé le seul ministère de l'Intérieur gérer le mouvement lycéen, envoyant la BAC et des effectifs non formés au maintien de l'ordre réprimer les blocages, et laissant les violences policières se déployer dans les manifestations. Dents cassées, mains arrachées, yeux crevés, nombreuses blessures dues aux matraquages, aux tirs de LBD et de grenades de désencerclement, le bilan humain est déjà très lourd.
Le nombre de gardes à vue est historique : 7 950 mi-octobre selon la Chancellerie, dont 85 % de mineurEs. Elles sont très souvent marquées par des insultes, des intimidations et des violences physiques. Elles vont marquer toute une génération qui subit de plein fouet la violence d'une police et d'une justice au service des classes possédantes.
Comme pendant le mouvement des Gilets jaunes, la répression judiciaire frappe avec des condamnations à des peines de prison ferme qui tombent en masse lors des comparutions immédiates.
Sur le plan administratif, les préfectures prennent des arrêtés pour interdire les rassemblements autour des lycées, tentent d'interdire les manifestations et, lorsqu'elles les autorisent, font pression pour faire changer les parcours déposés par les organisations syndicales. Jusqu'à l'absurde, comme à Paris, où le Conseil d'État a tenu une audience le vendredi 30 octobre à 22 h pour casser la décision du tribunal administratif qui autorisait le très classique Bastille-Nation déposé pour le lendemain et valider le parcours imposé par la préfecture de police sur les boulevards extérieurs.



Des lois antiterroristes à la répression des mouvements sociaux

Le 24 octobre puis le 31 ont également vu l'application de mesures venant des lois antiterroristes, avec des dizaines d'assignations à résidence. Ces «mesures individuelles de contrôle administratif et de surveillance» (Micas) sont issues de la mise en place de l'état d'urgence en 2015 et ont été intégrées dans le droit commun avec la loi Sécurité intérieure de 2017.
Pour le ministère de l'Intérieur, certains actes commis pendant la mobilisation peuvent être qualifiés de «terroristes», ce qui concorde avec le traitement médiatique de l'incendie de la mairie de Limoges et la dénonciation d'une *«ultragauche violente»* qui n'a jamais existé ailleurs que dans les fantasmes rances des flics.
Les Micas visent aussi bien des figures connues, comme Omar Alsoumi, porte-parole d'Urgence Palestine, que des anonymes, sans justification autre que de militer, d'avoir manifesté ou participé à des rassemblements lors des journées de mobilisation du mouvement en cours.
Elles sont un pas en avant vers la fascisation. C'est cela aussi que combattent la jeunesse mobilisée et les travailleurEs en lutte, c'est bien un des enjeux du mouvement en cours.

Alex Bachman

BUDGETS

Des milliards pour les actionnaires, quelques euros pour les salariéEs !

La matraque n'a pas suffi à faire rentrer dans le rang la colère sociale qui déferle sur la France. Alors le gouvernement y ajoute la promesse de quelques cacahuètes, déjà dévorées par l'inflation ! Indécent face aux profits des grands groupes, dopés par les largesses de l'État-providence… pour des patrons !

Le gouvernement essaye de nous vendre sa revalorisation du Smic. En fait, il s'agit pour lui simplement d'avancer d'un mois la revalorisation automatique prévue pour janvier ! *Le Parisien* évoque une hausse de 1,5 % du Smic : 0,8 à 1 % de revalorisation automatique, et 0,5 % pour le petit coup de pouce. À peine 22 euros en plus pour le Smic. Une aumône après des années d'inflation, de salaires et de point d'indice bloqués. En octobre 2026, selon l'Insee, l'inflation a grimpé à 3,4 %, mais jusqu'à 44,1 % sur le gazole, 25,7 % sur l'essence ! Une inflation qui pèse plus lourd sur les budgets des plus pauvres, qui consacrent l'essentiel de leur budget à l'énergie, l'alimentation ou le logement.

Medef et RN vent debout contre l'augmentation des salaires

Déjà beaucoup trop pour Patrick Martin, le patron du Medef, qui s'alarme : *«Au motif d'acheter la paix sociale dans la rue, on va créer la pagaille dans les entreprises.»* Le RN, le nouveau copain des patrons, propose, lui, par la bouche de sa députée Claire Marais-Beuil, de nouvelles exonérations de cotisations sociales *«pour permettre aux patrons d'augmenter les salaires»*. Mais aucune garantie que les patrons répercutent cette baisse sur la fiche de paie. Alors la seule certitude, c'est une baisse de ressources pour la Sécurité sociale ! Et un système de santé encore plus inégalitaire, où celles et ceux qui en auront les moyens seront obligéEs de payer des tarifs de complémentaires santé hors de prix, et les autres de renoncer aux soins, avec un système de santé encore plus délabré.

Les assistéEs du Cac 40

Les projets de budgets promettent du sang et des larmes aux services publics, à l'école ou à l'hôpital, avec 54 milliards de réduction des dépenses publiques. Mais les cadeaux aux assistéEs du Cac 40 continuent, avec les 211 milliards d'euros d'aides aux entreprises révélés par la commission sénatoriale d'enquête, et les 6,4 milliards d'augmentation des dépenses militaires. Pendant qu'on compte en euros pour les salariéEs, on compte en milliards pour les grandes entreprises et les milliardaires !
Biberonnés aux aides publiques, les profits et les dividendes explosent. Si on y ajoute la spéculation sur l'essence des profiteurEs de la guerre contre l'Iran, la crise n'est pas pour tout le monde. Au deuxième trimestre 2026, les entreprises françaises ont versé 61 milliards d'euros de dividendes aux actionnaires. Sur 2025, les dividendes avaient déjà atteint 72,8 milliards, auxquels il faut rajouter 34,8 milliards de rachats d'actions, qui font s'envoler les cours de la Bourse !
Total se porte bien, merci ! 19,5 milliards de bénéfices sur les neuf premiers mois de 2026, en hausse de 124 % sur un an, mais un impôt sur les sociétés quasi nul en France, selon Gabriel Zucman ! BNP Paribas, 11 milliards de bénéfices sur les trois premiers trimestres de 2026, en hausse de 19 %. L'argent public coule à flots sur le CAC 40, aggrave la dette mais fait gonfler les dividendes des actionnaires ! Comme le dit la rue, de l'argent, il y en a dans les caisses du patronat ; du pognon, ils en ont dans les caisses de Matignon ! De quoi financer 300 euros d'augmentation des salaires, pensions et minima sociaux, leur indexation sur l'inflation et le blocage des prix. En prenant sur les profits, les dividendes et les exonérations !

Frank Prouhet

No comment

Vous avez obtenu beaucoup

Raphaël Glucksmann s'est adressé en ces termes aux lycéenNEs en lutte sur BFM et RMC lundi 2 novembre. Il a ajouté : *«Il va falloir à un moment retourner en cours.»* Deux phrases qui en disent long sur le projet du candidat PS-Place publique à la présidentielle : pour Glucksmann, des miettes, c'est déjà beaucoup.

Agenda

Jeudi 5 novembre, journée nationale intersyndicale de grève et de manifestations.

Jeudi 5 novembre, rencontre-débat *«Comment en est-on arrivé au génocide à Gaza ?»*, avec Pierre Stambul de l'UJFP, Vandœuvre-lès-Nancy (54). À 18 h 30, salle Dinet, Ferme du Charmois.

Samedi 14 novembre, Tour de France de la santé : «Ils assassinent notre santé, notre Sécu. Procès des projets du RN et des libéraux», Paris (75). 14 h-17 h 30, Bourse du Travail, salle Hénaff, 29 boulevard du Temple.

Samedi 14 novembre, fête anticapitaliste, Limoges (87). Dès 15 h, salle Édouard-Detaille à Limoges. 15 h 30 – *Mobilisations lycéennes et sociales*, 16 h 30 – *Le capitalisme mène-t-il au fascisme ?* **avec Romaric Godin**, 21 h – Soirée Hip-Hop **avec Mantis**. Entrée libre.

Lundi 16 novembre, Centre d'études marxistes *«Quand la gauche était au pouvoir : de l'enthousiasme à la désillusion 1981-1986»* avec Hélène Adam et Léon Crémieux, Montreuil (93). À 19 h, 2 rue Richard-Lenoir à Montreuil, métro Robespierre.

Mercredi 25 novembre, journée internationale contre les violences faites aux femmes.

Vendredi 27 et samedi 28 novembre, colloque Daniel Bensaïd, Paris (75). À partir de 9 h au campus des Grands Moulins de l'université Paris-Cité. Plus d'infos sur danielbensaid.org

Pour annoncer un événement : agenda@npa-lanticapitaliste.org

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur
l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction : redaction@lanticapitaliste.org
Diffusion : diffusion@lanticapitaliste.org
Administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Numéro ISSN : 2269-3696
Commission paritaire : 1225-C-93922
Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).
Tirage : 1800 exemplaires
Directrice de publication : Penelope Duggan
Secrétaire de rédaction : Olivier Lek Lafferrière
Graphisme : Ambre Bragard
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois Tél. : 01 48 70 42 21 Mail : rotoimp@wanadoo.fr
IMPRIM'VERT®

MAURITANIE Gen Z mauritanienne

Un front syndical étudiant mène une lutte résolue, en dépit de la répression policière, contre les remises en cause du droit à l'éducation.

En Mauritanie, un bras de fer s'est engagé entre les étudiantEs et le pouvoir depuis plus d'une semaine. En cause : l'augmentation du prix des transports, qui pèse lourdement sur le coût de la vie, d'autant que l'université de la capitale, Nouakchott, est située en dehors du centre-ville.

Le ras-le-bol des étudiantEs

Alors qu'il y a quelques années, les tarifs étudiants permettaient d'effectuer le trajet entre la gare routière et l'université pour 50 ouguiyas, il faut désormais en débourser 300. Mais les mesures qui ont véritablement déclenché la colère sont la restructuration des parcours de bus, qui supprime les arrêts desservant les établissements universitaires, ainsi que l'obligation d'acheter un abonnement mensuel à 5 000 ouguiyas. Ces mesures rendent l'usage des transports inaccessible aux jeunes issuEs des familles les moins aisées.

La mobilisation étudiante exige également davantage de moyens pour l'éducation : revalorisation des bourses, augmentation du nombre de places en master et amélioration de la qualité de la restauration universitaire. Des voix s'élèvent aussi contre les passe-droits dans l'attribution des logements universitaires, qui devraient être réservés en priorité aux étudiantEs venuEs de province et ne disposant pas de famille dans la capitale pour les héberger.

La réponse du gouvernement a été d'envoyer la police sur les campus pour empêcher les rassemblements et la tenue d'assemblées générales. La violence des forces de l'ordre a choqué le pays, sans pour autant entamer la détermination des étudiantEs. D'autant que l'affaire se présente mal pour le gouvernement, qui a tenté, comme à son habitude, mais en vain, de jouer sur les divisions syndicales. Même l'Union générale des étudiants mauritaniens (UGEM), réputée proche du pouvoir, ne se désolidarise pas du « Front étudiant pour la défense des droits et des acquis », qui rassemble les quatre syndicats estudiantins. Celui-ci entend mener la lutte jusqu'au bout, refuse toute rencontre bilatérale et exige une réunion avec le ministre de l'Enseignement supérieur.

Une lutte déterminée

Parti des facultés de lettres, de sciences et de droit, le mouvement s'étend désormais aux instituts techniques et professionnels. Les étudiantEs prennent soin de s'adresser aux populations de l'ensemble du pays, en mettant en avant le manque de moyens consacrés à l'éducation. En Mauritanie, d'après le Partenariat mondial pour l'éducation, plus de 30 % des enfants ne sont pas scolariséEs. Dans certains cas, ce sont des bénévoles qui doivent assurer les cours.

Désormais soutenue par les partis d'opposition, la lutte étudiante prend de l'ampleur dans un contexte politique tendu, alors que le président du pays, Mohamed Ould Ghazouani, tente, au mépris de la Constitution, de briguer un troisième mandat.

Les étudiantEs continuent d'occuper les campus malgré les attaques incessantes de la police, qui tente de les déloger à coups de gaz lacrymogènes. Ils et elles lancent une campagne de sit-in simultanés et décentralisés, visant à désorganiser les forces de l'ordre et à étendre la mobilisation.



Paul Martial

ISRAËL/PALESTINE Knesset 2026 : la « démocratie » d'apartheid au service du génocide

Le 27 octobre dernier avaient lieu les élections législatives en Israël. Le précédent scrutin, près de quatre ans auparavant, avait consacré « la Knesset la plus à droite de l'histoire d'Israël », avec l'entrée au gouvernement de sinistres individus comme Smotrich ou Ben Gvir.

Cette longévité remarquable s'est appuyée sur un consentement quasi total de la société israélienne à la suite des attaques du 7 octobre. Malgré ce consentement, elle reste divisée, même si ces divisions ne portent pas sur le sort des PalestinienNEs.

Une Knesset sans majorité

Avec une participation de 77 %, importante pour Israël, les résultats dessinent une mosaïque de petites organisations, loin du bipartisme historique du Parti travailliste et du Likoud. Ce dernier arrive en tête avec 27 %. La coalition de Benyamin Netanyahou obtiendrait 53 sièges contre 48 pour celle d'Eisenkot, qui inclut les partis de Lapid et de Bennett, anciennement au pouvoir. Cette opposition ne parvient donc pas à capitaliser sur le ressentiment envers Netanyahou, notamment concernant sa gestion du 7 octobre.

Les 19 sièges restants reviennent aux partis dits « arabes », issus du vote des PalestinienNEs de 48. Un séisme électoral tant l'existence politique et sociale des PalestinienNEs est ignorée dans les tractations politiques en Israël. En plusieurs décennies, certains de ces partis n'ont ainsi participé qu'une seule fois à une coalition, en 2021. Ils sont pourtant aujourd'hui en position d'être des faiseurs de Premier ministre. Cependant, vu son profil, un accord entre la coalition Eisenkot et les partis arabes reste très incertain. Celle-ci n'a rien d'une



coalition de gauche, même en abaissant la barre au sol. Lapid et Bennett ont déjà gouverné et organisé des frappes sur Gaza. Elle comprend également Israel Beitenou, organisation d'extrême droite de Liberman, ancien du Likoud.

Un consensus contre les PalestinienNEs

92,31 % des IsraélienNEs ont voté pour des partis allant du centre-droit à l'ultra-droite, et 7,59 % pour les Démocrates, de centre-gauche. Beyachad Natzliach, parti de gauche prônant l'égalité totale entre Juifs et Arabes, recueille 0,09 % des voix. Avec 33 femmes sur 120 membres, la Knesset compte le plus grand nombre d'élues de son histoire.

Ces élections ont porté à la Knesset des partisanEs du massacre de toute la population de Gaza. Même parmi les « modérés » de Lapid, Ram Ben Barak a déclaré : *« Si tous les habitants de Gaza sont déjà des réfugiés, répartissons-les dans le monde entier. »* Le consensus reste, a minima : *« un État démocratique pour les Juifs, un État juif pour les autres »*, selon Azmi Bishara, cofondateur du parti de gauche Balad. Une partie de la droite, notamment Netanyahou, agite déjà la menace d'un accord de gouvernement avec les partis arabes.

Des éluEs arabes ne font pas une démocratie

En plein génocide, alors que les colons assiègent la Cisjordanie avec l'aide de l'armée et que des maisons sont détruites à Jérusalem ou dans le Néguev, les soutiens d'Israël ont profité du scrutin pour le présenter comme le seul État démocratique de la région : l'élection d'Arabes suffirait à nier l'apartheid.

L'apartheid sud-africain avait aussi des éluEs non blancHEs, notamment d'ascendance indienne ou des personnes métisses, dites « de couleur ». Il leur accordait une « place » tant que la domination blanche restait intacte. Israël se vante de représenter 2 millions de personnes alors qu'il en colonise, massacre et brutalise près de 6 millions dans les territoires qu'il occupe et interdit le retour de près de 8 millions de réfugiéEs. Une imposture : quelques docteurEs ou un juge à la Cour suprême masquent mal que 20 % de la population a moins de droits et que son existence reste conditionnée à son obéissance.

Nier cet apartheid est un scandale. Présenter ces élections comme démocratiques l'est tout autant.

Édouard Soulier

ÉTATS-UNIS 12 milliards de dollars vont-ils décider des résultats des élections de mi-mandat ?

Les élections de mi-mandat de cette année ont coûté 12 milliards de dollars aux deux grands partis : un record absolu. Les responsables politiques dépendent de cet argent pour gagner les élections. Les donateurEs achètent ainsi candidatEs et partis.



DR

Cette année, le président Donald Trump et les Républicains ont levé plus de fonds que les Démocrates. Les deux partis en consacrent l'essentiel à la publicité à la télévision, sur le câble, les réseaux sociaux et Internet. Une partie finance les émissions d'influenceurEs sur Instagram, TikTok, YouTube et X, dont les commentaires touchent des millions de personnes.

Publicité et mensonges

La publicité joue un rôle majeur dans la formation des consciences politiques, que les démocrates défendent une couverture santé élargie ou les républicains des baisses d'impôts. Dans les campagnes serrées, les deux partis peuvent déformer les positions des candidatEs adverses, mais les républicains recourent plus souvent aux mensonges et aux déformations flagrantes.

Les républicains ont faussement qualifié de djihadiste et de terroriste le candidat démocrate au Sénat dans le Michigan, le docteur Abdul El-Sayed, médecin et administrateur de santé publique. Trump et d'autres républicains ont qualifié d'*« extrémiste radical »* James Talarico, enseignant, séminariste presbytérien et candidat au Sénat au Texas, pourtant démocrate modéré. Les républicains ont aussi prétendu qu'il souffrait de troubles psychiques. Ils l'accusent également de soutenir des *« opérations de réassignation sexuelle »* pour les enfants financées par l'argent public : un mensonge républicain.

Les milliards des grandes fortunes

Si le Parti républicain a longtemps été perçu comme le parti des banques et du patronat, la haute finance et les entreprises ont généralement donné autant, voire davantage, aux démocrates. Ces derniers ont levé et dépensé plus d'argent que les républicains aux élections fédérales de 2020, 2022 et 2024. Hillary Clinton et Kamala Harris ont toutes deux levé plus de fonds que Trump, mais ont perdu quand même.

Aujourd'hui, les républicains lèvent davantage de fonds. Cette année, le milliardaire Elon Musk leur a donné 483 millions de dollars, plus que tout autre donateur. George Soros et Michael Bloomberg, deux des plus gros donateurs démocrates, ont versé respectivement environ 102 et 84 millions. L'essentiel des fonds va aux PAC, les comités d'action politique qui collectent pour les partis et publient leurs comptes et la liste de leurs donateurEs. Mais les super PAC acceptent aussi des « fonds opaques », de sources non divulguées.

Le profil des donateurEs évolue : les secteurs de l'intelligence artificielle, des cryptomonnaies et du jeu en ligne versent des dizaines de millions. Dans le même temps, les contributions syndicales sont devenues relativement négligeables.

Les petits dons, reflet de la colère

Les candidatEs lèvent et dépensent aussi leurs propres fonds. Sur ce terrain, les démocrates réussissent mieux que les républicains. C'est particulièrement visible dans les campagnes sénatoriales : alors que les démocrates devraient reprendre la Chambre des représentants, la bataille pour le Sénat reste serrée. Au Texas, par exemple, selon *Politico*, le démocrate James Talarico a levé 60,2 millions de dollars, contre 10,2 millions pour son adversaire républicain Ken Paxton.

Une grande part des fonds levés par les démocrates dans ces campagnes provient de petitEs donateurEs, qui versent moins de 200 dollars. Les campagnes démocrates pour la Chambre et le Sénat ont déclaré environ 574 millions de dollars de petits dons, contre 143 millions pour les républicains, selon les données fédérales rapportées par le Washington Post. Ce succès démocrate auprès des petitEs donateurEs, qui ne versent souvent que 5, 10 ou 20 dollars à unE candidatE, pourrait jouer un rôle clé dans ces élections.

L'avance démocrate dans les petits dons traduit la colère populaire croissante contre Trump et les républicains. Des ÉtatsunienNEs ordinaires de toutes les classes sociales, opposéEs à la guerre, aux droits de douane élevés, à la politique migratoire violente et à la corruption, se sentent pousséEs à donner quelques dollars pour les battre.

Nous saurons bientôt si l'argent a fait la différence et si les candidatEs appartiennent désormais à leurs donateurEs.

Dan La Botz

Retrouvez sur notre site dans quelques jours l'analyse de Dan La Botz, notre correspondant aux États-Unis, des résultats des élections de mi-mandat.

NÉGROPHOBIE & ISLAMOPHOBIE

L'OFFENSIVE RACISTE NE CESSE DE S'INTENSIFIER

Meurtres négrophobes, appels à tuer des livreurs, répression islamophobe : l'offensive raciste s'intensifie. Face à cette violence, construire une riposte antiraciste unitaire est une urgence.
Dossier réalisé par la Commission nationale antiracisme

Des meurtres et des appels au meurtre négrophobes

Pengo Bossio Wangi, José Capela, Mauricio K. : trois hommes noirs tués en cinq jours. Pendant que leurs proches réclament justice, des appels à tuer des livreurs noirs ou arabes circulent sur les réseaux sociaux.

Le 23 octobre, à Trappes et à La Verrière, un militant d'extrême droite a tué Pengo Bossio Wangi, 26 ans, et blessé sept personnes. Il a reconnu avoir visé des personnes noires, maghrébines et musulmanes. Il avait déclaré vouloir *« venger les commerçants »* après les dégradations du 17 octobre. La lecture raciste de la révolte sociale trouve ici une traduction meurtrière. Cela n'a pourtant pas arrêté les discours politiques racistes, qui continuent de dérouler, alors que les menaces s'accentuent, en particulier négrophobes.

Deux autres familles réclament justice

À Saint-Gaudens, près de Toulouse, José Capela, commerçant de 60 ans, a été roué de coups dans la nuit du 24 au 25 octobre, à la sortie de son bar. Retrouvé inconscient, il est mort le 26 à l'hôpital. Sa famille dénonce un meurtre raciste et le peu d'attention accordée à sa mort.
Le 27 octobre, Mauricio K., peintre d'origine angolaise de 44 ans, est mort en garde à vue au commissariat de Saint-Ouen. Son père a porté plainte pour violences



volontaires ayant entraîné la mort. Le parquet reconnaît l'usage d'une matraque télescopique. L'autopsie relève des infiltrations hémorragiques à la tête et aux membres, mais ne conclut pas à une lésion traumatique expliquant le décès. L'avocat de la famille dénonce une première communication du parquet qui passait les blessures sous silence.

Les livreurs menacés

Sur X, dans un salon audio d'extrême droite, des participantEs proposent d'utiliser les applications de livraison pour attirer des coursiers noirs ou arabes dans des endroits isolés et les tuer. D'autres évoquent des attaques contre des musulmanEs pendant les prières. Le parquet de Paris a ouvert une enquête le 27 octobre, pour provocation à la haine raciale et à des atteintes à la vie.
Uber et Deliveroo se contentent d'appeler les livreurs à la prudence. La Maison des coursiers juge cette réponse insuffisante : refuser des courses signifie perdre son revenu. Elle demande des mesures contre les faux comptes clients et appelle les restaurants à accueillir les livreurs à l'intérieur. Face à la négrophobie, la solidarité doit aussi protéger celles et ceux qui travaillent sous la terreur raciste.
Olivier Lek Lafferrière

La répression islamophobe du mouvement social s'étend

On le répète : l'islamophobie est le moteur de la fascisation. Le passage d'un État de droit à un État fasciste se nourrit de la pression raciale sur les musulmanEs et de la banalisation de leur traitement d'exception.

Leur mise au ban entraîne des atteintes croissantes aux libertés publiques. La répression du mouvement social reflète cette racisation de notre camp social : une violence policière extrême criminalise en priorité les jeunes non blancHEs.

Les MICAS

Lors de la manifestation parisienne du 31 octobre, le NPA-A avait contribué à constituer un bloc antiraciste et anticolonial. Sur le camion-plateau, deux absences ont pesé : celles d'Omar Alsoumi, d'Urgence Palestine, et d'Elias d'Imzalène, de Perspectives musulmanes. Visés par une MICAS juste avant la mobilisation, les deux militants avaient été empêchés d'y participer.
Une MICAS, ou *« mesure individuelle de contrôle administratif et de surveillance »*, repose sur deux affirmations : la personne visée menacerait l'« ordre public » et entretiendrait des liens avec des organisations dites terroristes ou soutiendrait des actes dits terroristes. Ce dispositif est issu de la loi SILT, votée en 2017, qui a institutionnalisé l'état d'urgence en prétendant en sortir.
Ces dispositifs « antiterroristes » ciblent des militantEs soupçonnéEs de connivence avec des mouvements dits terroristes en raison de leur islamité. Les mesures d'exception de l'exécutif se multiplient contre les militantEs musulmanEs. Elles s'ajoutent aux gels des avoirs qui frappent les deux militants depuis 2025 et visent régulièrement de simples commerçantEs ou influenceurEs musulmanEs.
Le lendemain, Bouna Mbaye, militant musulman panafricain qui avait animé notre cortège, a été placé en garde à vue pour sa participation à une mobilisation contre un meeting d'extrême droite.

Déni d'accès aux droits

Jeudi 29 octobre, en plein mouvement social, le ministère de l'Intérieur a reçu les organisations de jeunesse. Toutes ont été invitées, sauf celles qui organisent explicitement des musulmanEs : Étudiants musulmans de France (EMF), le Syndicat des lycéenNEs de banlieue, dont la présidente, Soumaya Sarré, porte le hijab, et la FSE, syndicat étudiant maoïste allié à EMF lors des élections étudiantes.
Nier la représentativité des organisations musulmanes et les exclure du dialogue social prolonge l'acharnement de l'exécutif à coups de mesures « antiterroristes ». Le droit commun et la légitimité institutionnelle, c'est pour les autres ?
Les pratiques d'abord mise-en-oeuvre contre les musulmanEs s'étendent à l'ensemble des espaces militants. Lors du mouvement des Gilets jaunes, l'idée que la « répression » des banlieues s'appliquait désormais aux manifestantEs blancHEs a fait florès. Le week-end dernier, 75 MICAS ont été prononcées, visant aussi des militantEs communistes, anarchistes ou écologistes.
Hafiza b. Kreje



Unitaires et révolutionnaires : dans le mouvement antiraciste aussi !

L'urgence antiraciste se traduit dans l'activité de notre organisation par le déploiement d'une intervention propre du NPA-A et par l'animation de cadres unitaires.

Les orientations antiracistes avancées du NPA-A lui confèrent une place originale, au sein des organisations antiracistes et non en simple soutien externe.

La Coalition antiraciste, mouvement du 17 octobre

L'appel à former une large coalition antiraciste et antifasciste pour 2027, que nous avons signé en juillet, a débouché sur la *« Coalition antiraciste, mouvement du 17 octobre »*. Son nom rend hommage aux AlgérienNEs noyéEs dans la Seine en 1961, également honoréEs dans les manifestations de cette année. Regroupant notamment des organisations antiracistes membres de l'Assemblée des Quartiers, cette coalition constitue un cadre de masse pour la lutte antiraciste. Le NPA-A y participe comme organisation politique antiraciste, au même titre que les organisations antiracistes spécifiques. Elle a lancé l'appel aux rassemblements partout en France le lundi 26 octobre à 18 h en hommage aux victimes de la tuerie raciste du 23 octobre à Trappes-La Verrière, sur les bases de l'antiracisme politique.

L'Union antiraciste contre l'islamophobie (UACI)

En complément, l'Union antiraciste contre l'islamophobie (UACI), cadre unitaire à la création duquel nous avons appelé en décembre dernier, poursuit son activité. Elle réunit des organisations antiracistes et musulmanes pour construire une mobilisation durable contre l'islamophobie. Nous y travaillons, à partir de nos priorités, aux convergences et à une stratégie commune de mobilisation face à l'accélération et à la banalisation de l'islamophobie. Nous avons récemment progressé dans la convergence avec le mouvement féministe radical. L'UACI est également membre de la coalition antiraciste.
Le développement de ces cadres unitaires se heurte à des obstacles, aggravés dans le camp antiraciste par les rivalités personnelles et les pressions de la gauche blanche : tokénisation, invisibilisation… Là aussi, nos savoir-faire militants doivent servir à construire le mouvement ouvrier antiraciste et antifasciste auquel nous appelons si souvent !
Hafiza b. Kreje

ANTIMILITARISME

L'école n'est pas une caserne !

Depuis la circulaire du 2 juillet 2026, chaque école, collège et lycée doit organiser une cérémonie « autour du 11 novembre ». Sous couvert d'hommage, c'est une certaine idée de l'école qui s'impose : celle d'un appareil chargé de fabriquer l'unité nationale.

Jusqu'ici, le ministère se contentait d'une note annuelle incitative. Désormais, tout est prescrit dès le CM1 : un guide en quatre temps, des partenaires extérieurs (éluEs, armée, associations mémorielles), salut au drapeau, sonnerie aux morts, *Marseillaise*, uniformes. L'objectif affiché est de *« renforcer la cohésion nationale »*. Il ne s'agit donc pas d'étudier la guerre, mais de faire accomplir aux élèves les gestes du nationalisme.

Une mémoire sans histoire

La circulaire honore tous les *« morts pour la France »* depuis 1914. La catégorie semble neutre ; elle est en réalité un opérateur d'effacement. Elle range dans un même hommage la guerre de 1914-1918 et les guerres d'Indochine et d'Algérie, menées pour conserver la domination coloniale de la France. Disparaissent alors les coloniséEs et les mouvements de libération nationale. Quant aux victimes du terrorisme, leur droit à l'hommage est entier, mais l'adosser à un rituel militaire installe le cadre d'une France « en guerre ». L'histoire scolaire apprend à interroger des récits situés ; la cérémonie en livre un, tout fait.

L'école, appareil d'hégémonie

L'école organise les habitudes et les évidences qui stabilisent un ordre social. Le contexte n'a rien d'anodin : réarmement, tensions internationales, classes défense, partenariats avec l'armée. Pendant que les moyens manquent pour les classes, les remplacements et les AESH, l'institution trouve du temps pour faire défiler des uniformes dans la cour. Un enfant de 9 ans placé au garde-à-vous n'apprend pas à comprendre la guerre : il apprend à la respecter.



Ce choix ne tombe pas du ciel. À quelques mois de la présidentielle, en imposant drapeau, uniforme et « unité nationale » à l'école, le gouvernement déroule le tapis rouge à celles et ceux dont c'est le fonds de commerce : l'extrême droite. Et rien n'empêche des éluEs RN d'investir ces cérémonies où les éluEs peuvent être invitéEs. Le gouvernement sème le nationalisme, le RN récoltera.

Refuser cet embrigadement

Les syndicats (FSU, CGT Éduc'action et SUD éducation) revendiquent l'abandon de cette note et ont déposé des préavis de grève dans la période autour du 11 novembre. Le préavis couvre celles et ceux qui se déclarent grévistes, au prix d'une retenue sur salaire. Le coût du refus pèse ainsi sur les plus précaires, les stagiaires, les contractuelLEs, les directeurEs presséEs par leur hiérarchie ou par des éluEs locaux. D'où la nécessité de transformer le refus individuel en refus collectif : décision en conseil des maîtres et maîtresses, motion en conseil d'école ou d'administration, courrier commun ou transformation de la cérémonie en cérémonie antiguerre.

Radu Varl

JEUNESSE EN LUTTE

Une rentrée on fire !

Après les vacances, les blocages reprennent dans les lycées et les universités. La répression et les miettes concédées par le gouvernement attisent la colère d'une jeunesse qui prend goût à l'autogestion et à la combativité.

Les dernières dates de mobilisation, ces derniers samedis, ont été des mobilisations larges, rassemblant dans les 450 000 personnes au plus bas et 800 000 au plus haut. Cependant, ces manifestations s'inscrivent dans un contexte de vacances scolaires, depuis le 17 octobre pour les lycéenNEs et depuis le 24 pour les étudiantEs. Le risque en cette rentrée était que le découragement gagne et que la mobilisation se désagrège sous une triple pression de l'administration, des parents et des notes. Pourtant, ce lundi, la jeunesse a repris les poubelles.

La répression attise la colère

Plus de 500 lycées et plus de 50 universités étaient ainsi bloqués mardi 3 novembre à l'appel des coordinations de jeunesse et des syndicats étudiants, qui appelaient aussi à manifester. En face, la répression « classique » continue : CRS dès 6 h du matin, arrestations, verbalisations, arrêtés préfectoraux. Mais elle déploie également de nouvelles pratiques, avec l'utilisation, par exemple, de drones de captation à Marseille. Des parents d'élèves se joignent aussi aux déblocages : certains sont préoccupés par les notes de leurs enfants et par les examens de fin d'année, mais il existe aussi une mobilisation politique réactionnaire qui encourage ces déblocages.



Les revendications de la jeunesse restent les mêmes mais l'esprit n'est plus celui d'avant les vacances. Un nouveau vent de radicalité se fait sentir, dû à la répression plus que disproportionnée des actes I, II et III de ces derniers week-ends, mais également à la montée drastique des mesures autoritaires du gouvernement : censure des réseaux sociaux, allongement des gardes à vue, assignation à résidence de militantEs, utilisation de drones et d'hélicoptères... En plus de ça, le gouvernement ose s'autocongratuler après avoir lâché des miettes en réponse à nos revendications. Alors la colère monte.

Le goût de l'autogestion

Nous voyons aussi déjà les fruits des occupations de facs et des universités populaires. Les administrations ont voulu jouer la montre en fermant les établissements en attendant les vacances et la reprise mais les étudiantEs ont désormais pris goût à l'autogestion, à l'autoformation, à la liberté de circulation et à l'organisation et ne veulent plus lâcher. Commence aussi à se poser en assemblée générale la question de la banalisation du semestre, qui n'est pas encore gagnée.

Jusqu'où aller et jusqu'à quand tenir sont les questions qui se posent, mais une chose est claire : une vague réponse par quelques euros lâchés ne suffira plus ; désormais, c'est un changement drastique de système qui est demandé, pour qu'enfin la jeunesse puisse s'imaginer un avenir dans ce monde.

Les Jeunesses anticapitalistes du NPA-A

GRÈVE

Quand on Louvre, on gagne !

Après près de onze mois de mobilisation, les travailleuses et travailleurs du Louvre ont obtenu, jeudi 29 octobre, un accord sur les conditions de travail, l'accueil du public et les salaires. Une victoire arrachée par la grève et une pression maintenue dans la durée.

Le mouvement engagé le 8 décembre 2025 s'inscrit dans un contexte de sous-financement structurel de la culture et du patrimoine. Le vol des bijoux du Louvre avait révélé les problèmes de sûreté et de sous-effectif. Mais les difficultés étaient anciennes : manque de personnel, vétusté des bâtiments, faibles rémunérations et écarts salariaux inacceptables au sein d'un même établissement.



NPA-A

Des salaires faibles, des inégalités criantes

Dans un ministère aux salaires particulièrement bas, le gel du point d'indice et la vie chère pèsent lourdement. Les grévistes dénonçaient les écarts de rémunération entre les personnels de la filière accueil, surveillance et magasinage (ASM), notamment les catégories C, les moins rémunérées, et ceux des autres filières. Les différences de primes peuvent atteindre plusieurs centaines d'euros selon que les agentEs sont employéEs par le Louvre ou par le ministère. La multiplication des statuts, entre titulaires, contractuelLEs et même « indépendantEs », mais aussi des filières, des métiers et des tutelles, constitue une usine à gaz administrative. Elle entretient des inégalités salariales entre des personnes travaillant côte à côte. Dans la France de Macron, avec la vie chère, il y a de quoi péter un plomb !

Un patrimoine mal entretenu

Le manque d'investissement dans les bâtiments met en danger les visiteurEs comme les agentEs. Risques d'inondation ou d'incendie, accès empêchés pour les personnes à mobilité réduite, défaillances de sûreté : les alertes s'accumulent. Du Louvre à la BnF, les personnels font fonctionner des établissements dont l'entretien est sacrifié.

Le Louvre accueille pourtant des millions de visiteurEs chaque année. Ce fleuron du patrimoine « national », enrichi d'œuvres pillées, achetées ou récupérées dans le monde entier, est une vitrine pour les gouvernants. Mais pour financer les emplois, les salaires et l'entretien, les caisses seraient vides ! Difficile à entendre pour celles et ceux qui font vivre le musée.

Une vraie victoire...

Grâce aux journées de grève et à la pression continue pendant près de onze mois, un accord a été signé le 29 octobre.

Les équipes d'accueil et de surveillance seront renforcées, avec jusqu'à cent agentEs en 2027 et de nouvelles arrivées garanties en 2028 et 2029. Les contractuelLEs seront accompagnéEs pour pérenniser leur emploi.

La direction devra réduire le nombre maximal de visiteurEs en cas de surfréquentation ou de travaux. La réservation sera obligatoire aux périodes chargées et la priorité aux sorties scolaires garantie. Réparations, rénovation et équipements de sécurité et de sûreté devront être prioritaires.

Les agentEs d'accueil et de surveillance obtiennent une hausse de leur prime annuelle, l'IFSE : 350 euros en 2026, puis 200 euros supplémentaires en 2027. L'accord prévoit aussi de travailler à un rattrapage salarial pour l'ensemble des métiers.

...qui doit en appeler d'autres

Les salariéEs ne sont pas dupes : on est encore loin du compte. Il faudra rester mobiliséEs pour faire respecter ces engagements. Mais les avancées arrachées auront un effet réel sur les conditions de travail et les salaires. Une première victoire peut en amener d'autres et donner des idées ailleurs.

Reste à obtenir le retrait de la mesure raciste de tarification différenciée entre les visiteurEs de l'Espace économique européen et les autres. L'accès à la culture doit être garanti à toustes.

La mobilisation générale en cours est l'occasion de poursuivre la lutte avec les travailleuses et travailleurs de la culture : pour les budgets, les salaires, les embauches et les services publics.

Pégard, Lecornu et Macron, démission ! Leur politique d'austérité, au pilon !

Manon Boltansky

Culture

AUDIOVISUEL

La pression monte d'un cran sur les médias

Après l'attentat raciste de Trappes, la responsabilité des médias dans la banalisation de l'extrême droite est posée. La révolte en cours bouscule aussi leur traitement des mobilisations et ouvre des brèches dans les rédactions.

Depuis l'assassinat de Pengo Bossio Wangi, lors de la tuerie du 23 octobre à Trappes, la responsabilité médiatique dans la montée du racisme est pointée avec une vigueur nouvelle. La pétition demandant le retrait de la fréquence TNT de CNews dépasse 730 000 signatures : le seuil ouvrant la voie à un éventuel débat à l'Assemblée est franchi. Ces bougés sont liés au rapport de forces créé par la mobilisation. La révolte, l'indignation face à la répression et la dénonciation du racisme médiatique ébranlent les discours dominants et donnent des points d'appui aux journalistes qui les contestent.

Des fissures

Le 24 octobre, BFMTV a déprogrammé Zemmour après une pétition dénonçant son invitation au lendemain de l'attentat. Le 26, après les accusations de la sénatrice RN Edwige Diaz contre Trappes, Alice Darfeuille, qui l'interviewait, a réagi : *« C'est insupportable »*.
Le 29 octobre, sur Franceinfo, Jennyfer Haas, vice-présidente des Jeunes LR, est restée silencieuse plusieurs secondes lorsqu'on lui demande si elle veut aussi interdire Reconquête comme LFI, compte tenu des condamnations de Zemmour pour racisme.
Ces gestes tranchent avec la déférence habituelle envers l'extrême droite.
Manon Mella, journaliste à France Inter, dénonce le pluralisme invoqué pour diffuser des discours racistes. Dès le 16 octobre, 780 étudiantEs en journalisme accusaient les rédactions d'invisibiliser les revendications lycéennes et les violences policières.
Les résistances se heurtent aux directions. Sur LCI, Isabelle Saporta a écopé d'une semaine de suspension après son accrochage avec Prisca Thevenot sur le mouvement social. La brutalité des plateaux est tolérée contre la gauche combative, mais la moindre ténacité devient insupportable quand elle vise le pouvoir.
La presse régionale commence aussi à offrir d'autres récits. À Lille, *La Voix du Nord* donne la parole aux jeunes qui contestent les annonces de Lecornu. *Saper Vedere* relève davantage d'articles centrés sur les jeunes dans la presse régionale que nationale. Mais les vitrines y restent souvent mieux traitées que les revendications.

L'Arcom rattrapée par son indulgence

L'Arcom a fini par saisir le parquet des propos de Zemmour diffusés sur LCI, BFMTV et CNews après le 17 octobre. Un réveil tardif : *Mediapart* révèle qu'en juillet, elle avait écarté une séquence raciste et complotiste de Zemmour des sanctions contre CNews, malgré l'avis contraire du rapporteur indépendant. Celui-ci soulignait le risque de légitimer des violences contre les populations visées. Le régulateur savait et n'a rien fait.

Arracher l'information aux milliardaires

Avec CNews, Europe 1 et le *JDD*, Bolloré dispose d'un appareil de promotion de l'extrême droite. Son groupe a pris 25 % de *Frontières* en septembre. Bouygues contrôle TF1 et LCI, Saadé possède BFMTV : quelques fortunes disposent d'un pouvoir exorbitant sur le débat public.
Amplifions la pression pour retirer à CNews sa fréquence TNT. Avec Acrimed, exigeons une loi contre la concentration, des droits collectifs pour les rédactions, un service public indépendant du gouvernement et du marché, et des moyens pour les médias associatifs. Le droit d'informer et d'être informé appartient à toustes.
Yaël Lekatz



BD

Extrême droite : le Grand Péril, d'Ugo Palheta et Tommy Dessine

Éditions Rue de l'Échiquier, 2026, 17,90 €

Bande dessinée documentaire écrite par Ugo Palheta et illustrée par Tommy Dessine, avec une préface de l'historien Johann Chapoutot

De l'extrême droite, on a parfois l'impression d'avoir dit tout ce qu'il y avait à dire. Ce sont des racistes, misogynes et voyous, friands de dictatures. Des violents, aussi, qui n'aiment et ne comprennent que la force. C'est sûrement pour ça qu'on les retrouve régulièrement impliqués dans des lynchages et des projets terroristes, quand ce n'est pas directement dans des assassinats de sang-froid, souvent à l'arme à feu, avec toute la lâcheté qui les caractérise.
Leurs dernières victimes se nomment Djamel Bendjaballah, Federico Aramburú et Pengo Bossio Wangi.
Pour accéder au pouvoir, ils disposent d'un outil : un parti politique qui a déjà réussi à les sortir de la marginalité dans laquelle leur adhésion au projet européen de l'Allemagne nazie les avait enfermés : le Rassemblement national. Le nouveau nom de cette organisation, une référence directe au Rassemblement national populaire, le parti ultracollaborationniste de Marcel Déat, est un signe supplémentaire de la continuité qui unit ce parti aux crimes fascistes de la Seconde Guerre mondiale. Son ascension électorale a pleinement bénéficié de la violence et des conséquences sociales du néolibéralisme, du cynisme des autres formations politiques et d'un discours médiatique complice.
En reprenant à leur compte ce que le Front national dit de lui-même, les responsables politiques et médiatiques ont pleinement joué le jeu de sa prétendue dédiabolisation. Pire, ils ont installé l'idée que le FN/RN serait un parti antisystème, qui défend les petits, qui représente les jeunes ou les classes populaires. Même les discours apparemment défavorables, comme l'accusation de « populisme », participent à cette normalisation. Ce confusionnisme matraqué à longueur d'éditos et de plateaux télévisés, couplé à la reprise du programme et des éléments de langage du FN/RN par la quasi-totalité du champ politique, a des effets jusque dans le camp antifasciste, et le risque est grand de ne plus parvenir à comprendre la nature et la spécificité de cette organisation.
La bande dessinée d'Ugo Palheta et de Tommy Dessine est un remède puissant à cette confusion. En une centaine de pages, illustrées par les dessins satiriques de Tommy, auteur avec Pascal Boniface de *Géostratégix*, et servies par l'érudition d'Ugo Palheta, auteur de *Comment le fascisme gagne en France* et animateur du podcast *Minuit dans le siècle*, elle propose une synthèse des travaux d'histoire, de sociologie électorale et de journalisme d'investigation dédiés au FN/RN. Le premier chapitre, consacré à l'histoire du FN/RN, revient sur sa fondation par un attelage d'anciens Waffen-SS, comme Pierre Bousquet ou Léon Gaultier, et de nostalgiques de l'Algérie française. L'objectif affiché par les cadres d'Ordre nouveau était alors d'offrir une vitrine électorale respectable à ce que la droite comptait de plus nazi et de plus violent. Cette histoire pose le cadre à partir duquel il faut comprendre le projet de ce parti, détaillé dans le deuxième chapitre consacré à l'idéologie du FN/RN, qu'il partage avec les groupuscules les plus ouvertement racistes. Le livre se termine sur l'analyse de la stratégie de l'extrême droite, de ses résultats électoraux et de ses complices.
Il y a fort à parier qu'une diffusion massive de cette BD permettra aux militantEs antifascistes d'affiner leurs argumentaires dans la course présidentielle de 2027. Peut-être même qu'offerte à Noël, elle pourra ouvrir les yeux à certainEs. Rien n'est joué.
Camille Nashorn

la-breche.com
la librairie La Brèche
27, rue Taine, Paris 12e

Vie du NPA-l'Anticapitaliste

LES NÔTRES

Dominique Cellier

Le mercredi 21 octobre, la nouvelle nous a brutalement frappéEs, comme elle a frappé ses nombreux amiEs et camarades dans la région rouennaise. Notre camarade Dominique Cellier venait de décéder brutalement. Deux jours plus tôt, il participait activement à notre réunion de comité, sans que rien ne laisse présager le pire.


DR

Depuis la fin des années 1960, Dominique a été un acteur reconnu du mouvement social et politique à Rouen, en même temps qu'il fut un scientifique mettant ses connaissances et ses travaux au service des causes qui lui paraissaient essentielles.
Militant chrétien à la JEC et au PSU, il décida en 1970 de rejoindre la Ligue communiste, principale force de l'extrême gauche à Rouen. L'une des dimensions déterminantes de cette adhésion était pour lui l'internationalisme que concrétisait l'appartenance à la 4e Internationale. L'internationalisme en actes fut l'un des fils conducteurs de sa vie militante. De l'Indochine à la Syrie, de la Pologne à la Kanaky, il joua un grand rôle dans l'animation de comités unitaires menant des actions concrètes de soutien aux combats émancipateurs dans le monde, même quand ceux-ci n'étaient pas sous les projecteurs médiatiques. En tant qu'enseignant-chercheur, il poursuivit aussi son activité internationaliste en Algérie pendant la guerre civile des années 1990.
Signataire de l'appel de 100 soldats du contingent pour exiger des droits démocratiques dans l'armée, il fit de l'antimilitarisme une préoccupation constante de son militantisme.
De la loi Debré en 1973 à la grève universitaire qui déboucha sur le grand mouvement de l'automne 1995, il fut au cœur de toutes les grandes mobilisations sur le campus et dans la ville, comme militant du SNESup et aux côtés des étudiantEs.
Chercheur reconnu, il savait mettre ses connaissances scientifiques et ses qualités pédagogiques à la disposition des mouvements sociaux et politiques (en particulier la Confédération paysanne). Il permettait ainsi à leurs militantEs de s'approprier des sujets complexes afin de guider leur action.
Ce fut également le sens de son engagement dans l'association Sciences citoyennes, dont il fut le président pendant deux ans, ou à Attac France, dont il était membre de la commission écologie et société. Il était aussi un des piliers d'Attac à Rouen.
Il s'engagea pour faire de l'écologie une question centrale dans la réflexion et l'action du NPA, trouvant parfois les résultats trop lents et insuffisants même si cela finit par porter ses fruits.
Dans toutes ses activités, Dominique faisait preuve, avec son humour et sa gentillesse, de cet esprit critique qui l'amenait à questionner les certitudes et les évidences ainsi que celles et ceux qui les portaient au sein des organisations et dans leurs directions, y compris la nôtre. Cela l'amena parfois à prendre ses distances tout en étant toujours présent aux moments décisifs.
Le mouvement qui s'est engagé cet automne, avec la mobilisation de la jeunesse, l'enthousiasmait. Sans toi, Dominique, mais en souvenir de tout ce que tu nous as apporté, nous allons le poursuivre.
À Maryvonne, Élise et Flora, sa compagne et ses filles, nous adressons nos condoléances et nous apportons tout notre soutien.
Un bel hommage a rassemblé le 2 novembre ses très nombreux amiEs et camarades, celles et ceux qui ont partagé ses luttes et ont apprécié ses qualités humaines.
Ses camarades du NPA-A et de la Quatrième Internationale de Rouen

ÉTAT ESPAGNOL

« Il faut construire de nouvelles voies politiques pour les classes populaires »

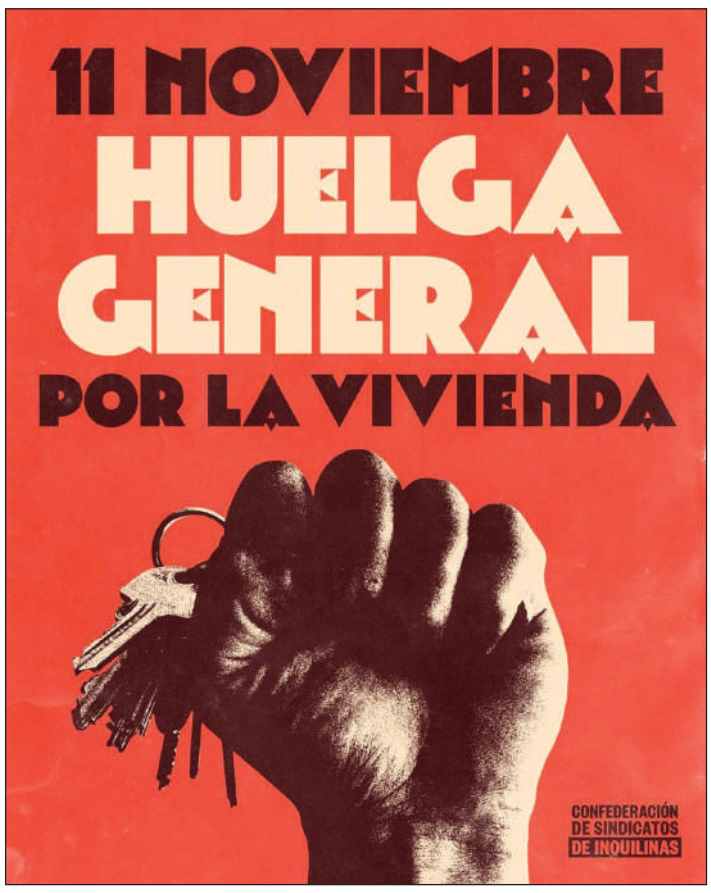
Entretien *avec* ***Víctor de la Fuente*** *et* ***Pedro Luis López****, militants d'Anticapitalistas, section de la IVe Internationale dans l'État espagnol, à quelques jours de la grève générale du 11 novembre, alors que le pays est traversé par de multiples colères sociales.*

La semaine dernière, un très grave accident de train a eu lieu au sud de Madrid, le deuxième cette année.
L'accident a eu lieu dans la région de Tolède, sur une ligne de train à grande vitesse qui relie Madrid à Séville, comme il y a 9 mois, dans la région de Cordoue. Avec un total glaçant de 108 morts pour les deux accidents.
Les causes sont à chercher d'abord dans l'expansion des trains à grande vitesse : l'Espagne est le deuxième pays pour le nombre de kilomètres de lignes à grande vitesse rapporté à sa superficie.

Les prix des trajets en train sont bas mais c'est au prix de conditions de travail dégradées, d'investissements au plus bas, d'un personnel en nombre insuffisant et d'une hypersaturation des lignes

Ensuite, le modèle en place est issu de la loi de 2015 du gouvernement Rajoy (Partido Popular, droite conservatrice) qui a permis la privatisation du secteur ferroviaire — loi non remise en cause par les « gouvernements progressistes » (PSOE + Podemos puis PSOE + Sumar). On a ainsi des lignes sur lesquelles opèrent 4 entreprises différentes : Adif, Renfe (public), Ouigo (SNCF), Iryo (consortium italien)… toutes avec des capitaux publics français, italiens et une part de capitaux privés.
Les prix des trajets proposés sont bas mais c'est au prix de conditions de travail fortement dégradées, d'investissements dans les infrastructures au plus bas, d'un personnel en nombre insuffisant et bien sûr d'une hypersaturation des lignes pour gagner en rentabilité. Il en va ainsi de la ligne où il y a eu l'accident : là où ne circulaient que 6 trains par jour, ce sont aujourd'hui des centaines.
C'est pourquoi Anticapitalistas revendique la nationalisation de tout le système ferroviaire, pour qu'il soit sûr, de qualité et durable.

L'expulsion de Maricarmen de son logement, alors âgée de 87 ans, fin septembre à Madrid a déclenché un mouvement social profond jusqu'à l'appel à la grève générale du 11 novembre.
Cette grève est d'abord le signe que les classes laborieuses de l'État espagnol ont subi une progressive et constante dégradation de leurs conditions matérielles. Les grandes entreprises, elles, sous le « gouvernement progressiste », connaissent un développement historique de leurs bénéfices (l'Espagne est l'une des deux zones d'Europe où la croissance est la plus élevée). Les salaires stagnent, les prix augmentent, notamment ceux du logement mais aussi de l'énergie, de l'alimentation… La casse des services publics conduit par exemple à une envolée des assurances privées.



Les classes laborieuses de l'État espagnol ont subi une progressive et constante dégradation de leurs conditions matérielles

Dès lors, les conditions sont réunies pour une telle grève. Et le cas de Maricarmen a agi comme un catalyseur renvoyant à la situation matérielle partagée par des millions de personnes. La mobilisation se fait donc sous la direction du mouvement pour le logement, rejoint par les syndicats, même majoritaires, tels que l'UGT ou CCOO (qui comptent chacun plus d'un million d'affiliéEs), qui s'associent à l'appel à la grève du 11 novembre, de même que les syndicats souverainistes de Catalogne, de Galice…
Il y a donc clairement un secteur social combatif au sein de la classe ouvrière espagnole qui est arrivé à la conclusion que ce gouvernement n'a pas répondu aux attentes (et aux promesses) et qu'il faut donc construire de nouvelles voies politiques pour les classes populaires.

Dans la région de Murcie, un mouvement social est en cours dans la métallurgie : quelles sont les revendications et possibilités de convergence avec la grève du 11 novembre ?
La grève dans la métallurgie à Carthagène, très suivie et soutenue par la population, s'inscrit dans le cadre des négociations de la nouvelle convention collective avec le patronat. Au total, 35 000 travailleurEs sont concernéEs, dans 8 000 entreprises, ce qui représente, avec la raffinerie REPSOL d'Escombreras, près de 20 % du PIB de la région. Les revendications portent sur une hausse des salaires pour rattraper l'inflation, ainsi que sur une meilleure protection en cas d'arrêt de travail, d'accident ou de maladie professionnelle. Il est également question d'amélioration des conditions de travail dans les entreprises sous-traitantes et pour le personnel externalisé.

Les salaires ne suffisent plus face à la hausse du coût de la vie, alors même que nos pays consacrent des sommes colossales au réarmement

« Nous construisons des sous-marins pour 1200 € par mois », disait une banderole lors des dernières manifestations. REPSOL, de son côté, annonce 2 201 millions d'euros de bénéfices pour le premier semestre 2026 (265 % de plus que les 603 millions pour la même période l'année dernière), mais une grande partie du personnel perçoit un salaire à peine supérieur au salaire minimum. Comme en France et en Europe, parallèlement à la dégradation des services publics, les salaires ne suffisent plus face à la hausse du coût de la vie, alors même que nos pays consacrent des sommes colossales au réarmement.

Dans ce contexte de crise du logement et des revenus, le PSOE a décidé de convoquer des élections anticipées…
On a un gouvernement de coalition dirigé par Pedro Sánchez qui est dans l'impossibilité de proposer des réformes élémentaires qui s'attaqueraient au problème structurel du logement. Le gouvernement n'a su proposer que des réponses à la marge et superficielles. Suite au refus de Junts (parti conservateur de la petite bourgeoisie catalane) de soutenir les mesures proposées par le PSOE, le gouvernement s'est retrouvé paralysé au niveau du Parlement.
D'où la convocation d'élections qui, du point de vue du PSOE et de Pedro Sánchez, visent à replacer le PSOE en position hégémonique à gauche face à l'éventualité d'un gouvernement de droite du Partido Popular allié à l'extrême droite de Vox et avec une infime chance de renouveler un gouvernement de coalition.

Le gouvernement n'a su proposer que des réponses à la marge et superficielles

L'appel à la grève générale, notamment de la part de syndicats liés à la gauche réformiste (PSOE et PC) et toujours en soutien d'une politique de collaboration de classe (avec notamment l'appui à la réforme du travail de ce gouvernement de coalition qui n'a pas résolu les problèmes de la précédente réforme du travail du Partido Popular) est aussi une façon de participer à la campagne de la gauche réformiste pour les élections de fin novembre et de se positionner comme principaux opposants à un futur gouvernement de droite.
Notre tâche consiste à contribuer au développement de la grève de manière unitaire, avec toustes les travailleurEs, qu'iels soient syndiquéEs ou pas. Nous devons aussi poursuivre les revendications sur le logement en mettant en avant les mots d'ordre d'expropriation des logements vides aux mains des fonds spéculatifs, de réduction de 50 % des loyers et de leur corrélation avec les salaires réels, ainsi que d'augmentation des salaires et des retraites.
Enfin, il est nécessaire que ce mouvement préserve son indépendance vis-à-vis du gouvernement actuel comme des organisations qui peuvent lui être liées.

Propos recueillis et traduits par Aurélie

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste
lanticapitaliste.org
NPALanticapitaliste
l_anticapitaliste
Lanticapitalis1
anticapitaliste.presse
lanticapitaliste

Retrouve-nous

Sur notre chaine YouTube L'Anticapitaliste,
le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :
12 € = 3 mois d'hebdo
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois, l'Anticapitaliste — la revue

Le n° 176-177 est disponible
Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 5 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi

Soutiens la presse anticapitaliste et reçois l'Anticapitaliste chez toi le vendredi !
Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à :
redaction@lanticapitaliste.org

Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à :
diffusion@lanticapitaliste.org